

ARRETE N° A2023- 21

OBJET : Autorisation de déversement temporaire d'eaux souterraines au réseau d'assainissement

ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE : SOCIETE COTRASOL

Adresse de l'établissement : 5 rue des Maraichers - 78260 ACHERES ;

N° SIRET : 41770225500023 ;

Interlocuteur : ALDANA Carlos (Conducteur de travaux ; aldana@cotrasol.fr ; 06.49.71.04.96)

Adresse du chantier : 12 rue Auger à Pantin

Localisation du raccordement sur le réseau : rue Auger (réseau unitaire) ;

Nature du rejet : Rejet d'eaux souterraines dans le cadre d'un chantier d'entretien décennale des puits de pompages du réseau de géothermie du site HERMES sur une durée de 10 jour étalée sur 2 mois ;

LE PRESIDENT,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L5219-2 déterminant les compétences des établissements publics territoriaux et les conditions d'exercice des compétences précédemment transférées aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 31 décembre 2015 ;

Vu le décret n° 2015-1661 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Romainville ;

Vu le Code de la Santé publique, et notamment les articles L1331-10 et R1331-2 ;

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu le règlement du service d'assainissement territorial approuvé par le Bureau territorial d'Est Ensemble du 03/03/2021 ;

Vu le règlement du service d'assainissement départemental approuvé par le Conseil général du 02/06/2016 ;

Vu le règlement du service d'assainissement interdépartemental approuvé par le Conseil d'administration du SIAAP du 15/10/2014 ;

Vu la délibération n°2015-12-15-55 du Conseil territorial d'Est Ensemble précisant le tarif de la redevance d'assainissement territorial pour les rejets au réseau d'assainissement d'eaux claires ;

Vu la délibération n°3-1 du 10/03/2016 du Conseil Départemental de la Seine Saint-Denis précisant le tarif de la redevance d'assainissement départementale pour les rejets au réseau d'assainissement d'eaux claires ;

Vu la délibération n°2007-370 du Conseil d'administration du SIAAP précisant le tarif de la redevance d'assainissement interdépartementale pour les rejets au réseau d'assainissement d'eaux claires ;

Considérant les avis émis sur la demande d'autorisation des déversements d'eaux usées non domestiques par :

- le Département de la Seine-Saint-Denis le 06/01/2023,

- le SIAAP le 29/12/2022,

ARRETE

ARTICLE 1er : Objet de l'autorisation

L'Etablissement cité ci-dessus est autorisé, dans les conditions figurant au présent arrêté, à déverser temporairement des eaux claires (eaux de sources ou eaux souterraines) dans le réseau d'assainissement d'Est Ensemble.

Ces eaux sont rejetées au réseau unitaire de l'Etablissement Public Territorial d'Est Ensemble puis transitent vers le réseau unitaire départemental de la Seine-Saint-Denis **situé Avenue du Général Leclerc** et rejoignent enfin une station d'épuration du SIAAP.

L'Etablissement est tenu de prendre connaissance des règlements d'assainissement en vigueur et de s'y conformer strictement.

ARTICLE 2 : Durée de l'autorisation

Cette autorisation est accordée pour une période de 3 mois à compter du 19 janvier 2023.

Si l'Etablissement désire obtenir le renouvellement de son autorisation, il devra en faire la demande à Est Ensemble, par écrit, 1 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

ARTICLE 3 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Toute cession ou cessation d'activité, ou modification apportée par l'Etablissement et de nature à entraîner un changement notable dans les caractéristiques des effluents doit être portée avant sa réalisation, par écrit, à la connaissance d'Est Ensemble.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général, par décision de l'administration chargée de la police de l'eau ou au regard de l'exploitation des stations d'épuration, les dispositions du présent arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive. Est Ensemble portera ces évolutions à la connaissance de l'Etablissement par écrit.

ARTICLE 4 : Caractéristiques des rejets et autosurveillance

A. Prescriptions générales

Cette autorisation est accordée pour un débit de rejet maximum de 150 m³/h, un débit journalier de 967,5 m³/jour, pour un volume total de 9675 m³ et pour une valeur de température de rejet à une valeur inférieur ou égale à 30°C.

Les eaux rejetées devront respecter la réglementation en vigueur, et ne pas contenir de matières ou de substances susceptibles :

- de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration ;
- d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes ;
- d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées et le traitement des boues ;
- d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatiques, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignades...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics ;
- d'empêcher l'évacuation des boues en toute sécurité et d'une manière acceptable pour l'environnement.

Les paramètres suivants devront respecter les valeurs prescrites et faire l'objet d'une surveillance particulière :

Paramètres	Valeurs et concentrations maximales	Flux journaliers maximaux
Température	Inférieure ou au plus égale à 30°C	-
pH	Compris entre 5,5 et 8,5 <i>(à titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5)</i>	-
Matières en suspension (MES)	600 mg/l	580,5 kg/j
Demande chimique en oxygène (DCO)	2000 mg/l	1935 kg/j
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	800 mg/l	774 kg/j
Rapport de biodégradabilité (DCO / DBO5)	2,5	-
Azote global (NGL)	150 mg/l	145,13 kg/j
Phosphore total (P)	50 mg/l	48,38 kg/j
Fer + Aluminium (Fe+Al)	5 mg/l	4,83 kg/j
Chrome hexavalent (Cr VI)	0,1 mg/l	0,10 kg/j
Chrome total (Cr)	0,5 mg/l	0,48 kg/j
Cuivre (Cu)	0,5 mg/l	0,48 kg/j
Nickel (Ni)	0,5 mg/l	0,48 kg/j
Plomb (Pb)	0,5 mg/l	0,48 kg/j
Zinc (Zn)	2 mg/l	1,94 kg/j
Mercure (Hg)	0.05 mg/l	0,05 kg/j
Métaux totaux	15 mg/l	14,51 kg/j
COHV (Composés Organiques Halogènes Volatils)	5 mg/l	4,84 kg/j
Sulfates	400 mg/l	387 kg/j
Indice hydrocarbure	10 mg/l	9,68 kg/j
Indice phénols	0,3 mg/l	0,29 kg/j
Composés organiques halogénés (AOX ou EOX)	1 mg/l	0,97 kg/j
HAP : Fluoranthène, Benzo(a)pyrène, Benzo(g,h,i)pérylène, Benzo (k)fluoranthène, Indéno(1,2,3-cd)pyrène, Benzo(b)fluoranthène	0,05 mg/l	0,05 kg/j
PCB totaux	0,05 mg/l	0,05 kg/j
Chlorures	500 mg/l	483,75 kg/j
Chlore libre	0,5 mg/l	0,48 kg/j

Pour tous les autres polluants organiques et inorganiques, les valeurs limites sont celles fixées dans les articles 32 et 34 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne peut excéder le double de la valeur limite prescrite pour la concentration moyenne journalière.

En cas de dépassement de seuil sur le paramètre sulfate établi à 400 mg/l, l'établissement devra mettre en place un détecteur d'H₂S au droit du rejet, afin de surveiller les émanations de gaz soufrés au réseau d'assainissement.

Ce détecteur devra être accompagné d'une transmission interne de résultats à fréquence très courtes et

d'une alarme en cas de dépassement du seuil d'H₂S (5ppm). Ce système devra être susceptible de stopper le rejet en cas de dégagement. Dans ce cas, l'établissement devra mettre en place un dispositif pour améliorer cette situation, par la mise en route d'un dispositif de prétraitement adapté.

B. Surveillance des dispositifs de traitement avant rejet

Des solutions techniques pour réduire l'utilisation de la ressource en eau sur les chantiers doivent être mises en place. La réutilisation des eaux pluviales et des eaux d'exploitation, les changements de pratique (nettoyage sans eau) sont des pratiques qui concourent à cette économie d'eau.

L'ensemble des eaux rejetées doivent transiter, avant de rejoindre le réseau public, par un bac de décantation ou dans le cas particulier de chantiers de dépollution de sols par un dispositif de traitement adapté.

Avant de rejoindre le réseau d'assainissement, les eaux issues des processus d'exploitation doivent subir un traitement adapté selon les souillures subies sur le chantier.

Le nettoyage des engins et matériels de chantiers doit se faire sur des zones étanches et réservées afin de maîtriser le ruissellement de ces eaux et de leurs faire subir un traitement adapté (décantation, filtration...).

Les eaux de nettoyages (sans utilisation de produits) doivent être décantées avant rejet au réseau.

La laitance, les eaux de lavage des bennes à béton et autres matériels doivent être décantés (une nuit). L'eau claire sera rejetée au réseau d'assainissement (si nécessaire le pH sera neutralisé) et le dépôt béton extrait des cuves de décantation séché et jeté dans la benne à gravats inertes

L'Etablissement a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de traitement en bon état de fonctionnement et d'effectuer les vidanges aussi souvent que nécessaire.

L'Etablissement n'a pas prévu de mettre en place de dispositif de prétraitement avant rejet.

C. Auto-surveillance

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets et de l'entretien de ses installations de traitement dans les conditions suivantes :

- Analyser lors de la première, seconde et quatrième opération de nettoyage du réservoir sur les 3 puits de forage l'ensemble des paramètres définis au paragraphe A de l'article 4 afin d'évaluer rapidement la nécessité de la mise en place d'un système de prétraitement.
Les analyses sont effectuées sur un échantillon moyen de 24 heures, proportionnel au débit, conservé à basse température (4°C) et réalisées par un laboratoire accrédité COFRAC.
- Mesurer par un compteur le volume d'eaux claires rejeté au réseau d'assainissement.

Les documents suivants doivent être transmis à Est Ensemble, au Département de la Seine-Saint-Denis et au SIAAP (de préférence par courrier électronique) :

- les résultats de l'autosurveillance dès réception par l'Etablissement,
- un bilan de fin de chantier regroupant les résultats de l'autosurveillance et les mesures de volume d'eaux claires rejetées au réseau d'assainissement dans le mois suivant la date de fin de validité du présent arrêté.

Est Ensemble	eau-assainissement@est-ensemble.fr Etablissement Public Territorial Est Ensemble Direction de l'eau et de l'assainissement 100 avenue Gaston Roussel – 93232 ROMAINVILLE cedex
Département de la Seine-Saint-Denis	autosurveillance-rejet@seinesaintdenis.fr

	Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis Direction de l'eau et de l'assainissement Hôtel du Département – Esplanade Jean-Moulin – 93000 BOBIGNY
SIAAP	arrete.deversement@siaap.fr SIAAP Direction Technique 2 rue Jules César – 75589 PARIS Cedex 12

ARTICLE 5 : Contrôles de la collectivité

Des constats de l'état du réseau public de collecte sont effectués par Est Ensemble avant le début du rejet et une fois le rejet terminé.

Est Ensemble, le Département de la Seine-Saint-Denis et le SIAAP se réservent la possibilité de procéder à tout moment à des contrôles et à des prélèvements permettant de vérifier que les rejets dans le réseau d'assainissement public sont conformes aux prescriptions du présent arrêté d'autorisation de déversement.

Dans ce cadre, l'Etablissement est tenu de faciliter l'accès des agents du service public d'assainissement ou des personnes mandatées par le service à ses installations.

Conformément au règlement d'assainissement d'Est Ensemble, les frais correspondants à l'analyse des échantillons seront à la charge de l'Etablissement s'il s'avère que les résultats des analyses montrent une non-conformité des effluents aux prescriptions de l'article 4.

ARTICLE 6 : Obligation d'alerte en cas de déversement accidentel

L'Etablissement s'engage à alerter immédiatement les services de l'assainissement d'Est Ensemble, du Département et du SIAAP en cas de dépassement du seuil du débit autorisé, de rejet accidentel au réseau d'assainissement de produits toxiques, corrosifs, susceptibles de provoquer des dégagements gazeux, dépassant les débits maximums autorisés ou plus généralement non conformes au présent arrêté.

L'Etablissement précisera la nature et la quantité du produit déversé et mettra tout en œuvre pour le faire cesser sans délai. Avant la reprise du rejet, l'établissement demandera l'autorisation aux gestionnaires après avoir le retour à une situation normale et les moyens engagés pour éviter un nouveau dysfonctionnement.

Est Ensemble : 0805 058 058 (permanence 7j/7, 24h/24) / eau-assainissement@est-ensemble.fr

Département de la Seine-Saint-Denis: 01 43 93 65 00

SIAAP : 01 44 75 68 76 ou 01 44 75 61 91 / Fax : 01 43 47 16 31 / pc.saphyrs@siaap.fr

Cette alerte ne dispense pas l'Etablissement d'alerter les services publics d'urgence en cas de danger pour le voisinage, la clientèle ou le personnel.

ARTICLE 7 : Refoulement du réseau public d'assainissement

Il est rappelé que l'Etablissement ne pourra prétendre à aucune indemnité dans le cas où des reflux d'eau viendraient à se produire à l'intérieur de la propriété par des orifices de décharges placés à un niveau inférieur à celui de la voie publique.

ARTICLE 8 : Conditions financières

En contrepartie du service rendu, l'Etablissement dont le déversement des eaux est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement de redevances d'assainissement pour la collecte, le transport et le traitement dont le tarif est fixé dans les conditions prévues par la réglementation et les délibérations en vigueur.

Pour les eaux provenant du réseau d'eau potable, cette redevance est réputée payée dans le cadre de la facturation par le distributeur d'eau.

Les eaux de pluie seront à déconnecter du comptage des eaux d'exhaure rejetées au réseau.

Pour les eaux d'exhaure, hormis les eaux d'exhaure déversées au milieu naturel, cette redevance est calculée selon les délibérations en vigueur sur la d'une tarification des parts collecte, transport et traitement.

Conformément aux dispositions prévues par la délibération du Conseil territorial d'Est Ensemble, par le règlement de service d'assainissement du Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis (Article 35) et par le règlement d'assainissement du SIAAP, en l'absence de transmission de données d'autosurveillance fiables et validées par les services d'assainissement, chacun des gestionnaires pourra distinctement prendre la décision de baser le calcul de sa redevance sur le volume théorique de rejet.

ARTICLE 9 : Exécution

Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

L'Etablissement bénéficiaire de l'autorisation, le Président d'Est Ensemble, et tous agents de la force publique et/ou assermentés sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis ;
- Monsieur le Président du Département de Seine-Saint-Denis ;
- Monsieur le Président du SIAAP ;
- Monsieur le Maire de Pantin ;
- A l'Etablissement bénéficiaire de l'autorisation.

Fait à Romainville, le

Pour le Président Patrice BESSAC
Par délégation,
La Directrice adjointe de l'Eau et
l'Assainissement

Signé par : Julie TRAN
Date : 16/01/2023
Qualité : Directrice Adjointe de l'eau et de
l'assainissement



Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de la présente décision et informe que celle-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de 93100-Montreuil dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte.

ANNEXE I : PLAN DU SITE DE REJET ET DU POINT DE REJET



